

HARZ-LABOUR

maï 2018

niverenn 20 — numéro 20

miz mae 2018



**AGIR EN
PRIMITIF
PREVOIR
EN STRATÈGE**



ZAD, ET MAINTENANT ?

C'est peu dire que la situation sur la ZAD est une situation complexe, pour ne pas dire confuse. Et il est difficile de lire ce qui se passe sur la zone sans y passer du temps, sans y discuter et confronter longuement les points de vue. Ce qui est sûr cependant c'est qu'il n'y a rien de surprenant dans l'importance des divergences actuelles sur les manières de penser la lutte pour la ZAD. La grande diversité du mouvement, des anarchistes aux citoyens légalistes en passant par les différents corps de métiers ou fonctions (paysans, naturalistes, élus, etc.) traversés eux-même par des tendances diverses, implique nécessairement des conflits sur les modes d'action comme sur les horizons potentiels. Rien de surprenant car tout le monde savait que l'abandon de l'aéroport impliquerait un risque important d'implosion du mouvement et d'échec dans le maintien de la maîtrise des terres. *DANS UNE PÉRIODE DE RECONFIGURATION COMME CELLE-CI, CE QUI CIMENTERAIT CHACUNE DES COMPOSANTES SE VOIT NÉCESSAIREMENT RETRAVAILLÉ* C'est aussi, dans cette brèche ouverte par la situation nouvelle que le gouvernement s'est engouffré en appuyant constamment sur les points de clivages.

Fallait-il enlever les chicanes d'une des routes qui traverse la ZAD ? Fallait-il négocier avec l'État ? Fallait-il remplir des fiches ? Ce sont sur ces questions que ce sont cristallisés les débats et sur ces questions que se sont conditionnés soutiens et défections. Chaque composante du mouvement étant traversée, en interne, par des discussions vives sur les stratégies à adopter. Rien d'étonnant, donc, dans le fait qu'une parole commune peine à émerger. Rien d'étonnant, enfin, à ce que le mouvement dans son ensemble, indécis face aux prises de paroles contradictoires, se replie dans l'attente d'une clarification de la situation. On peut aussi noter que l'absence d'une perspective commune sur l'usage des terres occupées est autant la cause que la conséquence qui pousse à la fracture d'un mouvement qui se tenait avant tout par la clarté de son objectif principal : l'abandon de l'aéroport. Mais ne nous plaignons pas d'une telle situation, prenons-en acte pour avancer à partir de là. À ce jour, personne dans le mouvement n'a su dire clairement pourquoi garder la maîtrise des terres est d'une importance telle qu'elle nécessite de faire face à plus de 2500 gendarmes et de prendre le risque de voir des centaines de blessés (risque qui s'est hélas transformé en réalité, maudits soient les mutilés). Gageons que cette absence de perspective énoncée n'est pas pour rien dans la difficulté à mobiliser les soutiens face à l'opération policière de ces derniers jours. Prêtons-nous donc à l'exercice.

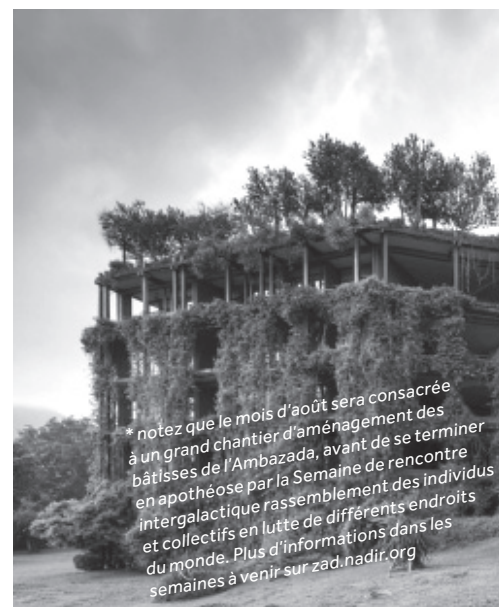
Si nous défendons la ZAD ce n'est pas seulement pour protéger le « droit à rester » de quelques centaines de personnes mais parce que la maîtrise de plus de 250 hectares est chose inédite dans un mouvement social, parce que cette capacité de production potentielle est à même de participer largement à changer la donne dans les combats actuels ; à l'échelle du pays nantais de toute évidence, et peut-être au-delà. Mais aussi, parce que ce qui se construit sur la zone, dans le fond et dans les formes, fait exemple pour beaucoup et figure différentes manières concrètes de se rapporter au monde. Il ne s'agit donc plus d'évoquer d'abstraites théories en -isme mais de les confronter au réel : au bois, à la terre, à la pierre, à l'eau, aux humains qui vivent sur place. Perdre la ZAD, ce serait alors perdre la possibilité de revirements existentiels rendus possibles par la confrontation sensible avec les mondes qui se construisent sur la zone. Les rencontres sur les piquets de grèves et les blocages entre occupants de la ZAD et salariés en grève ont permis de faire cohabiter et dialoguer deux manières de se rapporter à la lutte : celle qui est centrée sur le lieu du travail et celle qui s'organise en dehors de celui-ci. Nous avons alors vu plusieurs grévistes qui, entre l'expérience forte de la camaraderie dans la grève et la rencontre avec ce que la ZAD rend possible, ont vu leur rapport au monde changer. Aussi, outre l'appui matériel que la ZAD peut apporter aux différents mouvements de lutte en cours, c'est la possibilité de palper des deux mains les amorces de mondes non-capitalistes, aussi fragiles et balbutiants soient-ils.

Seulement, défendre cette idée de la ZAD est liée fortement à l'idée de ce qu'elle était : une zone franche. Une zone ou un certain nombre de situations n'existaient plus : pas de police, pas de juges, pas de permis de construire, pas de normes institutionnelles. Soit une zone où les expérimentations non-maîtrisées par une institution surplombante sont possible, avec son lot d'erreurs, d'errements, comme de possibilités inédites. Hors, il ne faut pas se leurrer, il est peu probable que la ZAD puisse rester cette zone franche. La présence quasi quotidienne de la gendarmerie depuis mars, change évidemment la donne. Mais s'il y a une possibilité de normalisation de la zone enclenchée du fait des pressions de l'État pour étouffer la zone franche sous les normes régaliennes, il ne dépend que de nous de rendre inopérante cette tentative de mise au pas. Moins le mouvement verra dans ce qui a su persister de la ZAD une potentialité subversive, plus la normalisation sera effective. À l'inverse, *PLUS LE MOUVEMENT S'ENGAGERA POUR OUVRIRE DE NOUVEAUX*

POSSIBLES, PLUS LA RÉINTÉGRATION FORCÉE DE LA ZAD DANS LE CADRE CAPITALISTE SERA INEFFECTIVE. Il nous faudra continuer à prendre des terres, ouvrir ou bâtir de nouveaux lieux de repos et d'accueil inconditionnels, pour monter une imprimerie, une forge ou une filature au service du mouvement.

L'Ambazada, lieu bâti par des collectifs du pays Basque et de Bretagne, fichée tout près du carrefour de la Saulce qu'on pourrait désormais renommer « Terre brûlée », doit être à l'image de cela : si la fiche déposée parle d'un centre de formation, le projet politique est bien plus clair, il s'agit d'un lieu d'organisation et de rencontre des luttes au niveau interlocal*. Sans doute, à ce titre, serait-il pertinent qu'à Rennes nous prenions une part plus active dans la construction de ce projet car il figure ce par quoi nous pourrions dorénavant nous inscrire dans la ZAD nouvelle en construction : non plus en la défendant comme une fin en soi, mais en la bâtissant comme un outil renforçant et nourrissant nos luttes. Ce qui implique, évidemment, de participer activement à sa défense pour cette raison, comme l'ont fait le comité ZAD de Rennes, différentes cantines rennaises ainsi qu'un certain nombre de facteurs rennais en lutte, que nous saluons au passage.

Enfin, lorsque les habitants « historiques » de la zone ont été expropriés la conséquence principale a été la commune conditions des habitants de la ZAD : tous étaient expulsables. La séparation de statut entre occupant légal et illégal n'existait plus. En gardant ce précédent en tête, nous pourrions dire que la fin de la zone franche offre une perspective nouvelle : elle décroïssonne la ZAD. Les terres de Notre-Dame-des-Landes ne sont désormais plus différentes de celles de Fay-de-Bretagne, du Temple, de Vigneux, etc. Si donc nous trouvons la force d'occuper de nouvelles terres pour combattre les cumulards pollueurs, pourquoi devoir se restreindre à celles de l'emprise territoriale de feu le projet d'aéroport ?



* notez que le mois d'août sera consacré à un grand chantier d'aménagement des bâtisses de l'Ambazada, avant de se terminer en apothéose par la Semaine de rencontre intergalactique rassemblant des individus et collectifs en lutte de différents endroits du monde. Plus d'informations dans les semaines à venir sur zad.nadir.org

NANTES, 14 AVRIL 2018

Ce texte revient sur la journée mémorable du 14 avril 2018 à Nantes où le mouvement de soutien à la Zad, prenant la rue contre l'opération d'expulsion débuté quelques jours plus tôt, faisait face à un dispositif policier hors-norme. Nous publions ces quelques lignes rédigées à chaud pour ne pas oublier.



« CETTE MANIFESTATION EST À L'INITIATIVE DES ÉTUDIANTS ET DE LA JEUNESSE AUTONOME, ET L'UD CGT ET L'UNION SOLIDAIRES 44 ONT DÉCIDÉ DE LA REJOINDRE. »

C'est par cette phrase, crachée par la sono de la CGT, que débute le fol après-midi du 14 avril 2018 à Nantes. La centrale syndicale, par souci de lisibilité mais certainement aussi non sans réticences internes à assumer pleinement les liens avec la Zad, avait tenue à ce qu'il y ait deux manifestations consécutives : la première sous le mot d'ordre « Toutes situations, toutes générations, toutes et tous dans les rues ! », la seconde en réaction aux expulsions de la Zad. Dans les faits, la distinction entre les cortèges n'a été que de pure forme : la quasi-totalité des 5 000 participants du premier tour ont poursuivi la manif pour rejoindre les quelques milliers de personnes supplémentaires qui les attendaient pour répandre dans les rues de Nantes le mot d'ordre « Inexpulzad ! ». La dernière prise de parole depuis le camion CGT, portée par le collectif syndical contre l'aéroport, s'est chargée de convaincre les derniers hésitants en clamant haut et fort que le meilleur moyen de s'opposer au monde de Macron est d'en construire d'autres, ici et maintenant.



« L'ÉTAT DE DROIT A UN COÛT, MAIS IL N'A PAS DE PRIX » avait déclaré la veille Nicole Klein, préfète des Pays de Loire, pour couper court aux polémiques sur la facture (de l'ordre de 400 000 € la journée) de l'opération « sans nom » amorcée le lundi 9 avril à 3h du matin pour expulser la zad. Les stratèges et les comptables du ministère de l'Intérieur avaient dû tomber d'accord sur le chiffre d'une dizaine de compagnies de CRS, soient un millier d'hommes et une poignée de femmes, pour « sécuriser » Nantes le temps de l'opération. Ils basaient leur calcul sur la gestion de quelques centaines

de manifestants turbulents. Le fait que seuls les occupants de la Zad et la « jeunesse autonome » – encore elle – appellent à la manifestation du samedi n'a pas manqué de les conforter dans leur certitude de maîtriser la situation, au point que la préfecture s'était payé le luxe de ne pas interdire le défilé. Dix compagnies, ce n'est pas rien : un sixième des forces de maintien de l'ordre de la Police Nationale. Surtout quand par ailleurs 2 500 gendarmes mobiles, soit 20 % des forces de maintien de l'ordre de la Gendarmerie, sont mobilisés pour investir la Zad. Pourtant, le dispositif qui s'annonçait disproportionné restera dans les annales de la police comme l'un des plus grands fiascos de gestion de manifestation... du moins, à ce jour.



La ville Nantes (comme celle de Rennes d'ailleurs) a beau avoir fait installer récemment de nouvelles caméras de surveillance pour mieux gérer les manifs, personne, même derrière les écrans du poste de contrôle, ne pourrait faire une description exhaustive du déroulement de la journée. Impossible de dire en combien de morceaux le cortège s'est diffracté après la tentative de nasse géante au miroir d'eau. Il a suffi qu'un seul pavé rebondisse sur le blindage du canon à eau barrant l'accès à la gare pour lancer les hostilités. Gazage massif et grenades désencercantes mettent immédiatement fin au défilé linéaire prévu jusqu'à la préfecture. La suite ne peut être rendue que de façon fractale, impressionniste.



Quelques corps avec un panneau « stop violence » entravent l'avancée des fourgons qui tentent d'empêcher que la manif ne fasse demi-tour. Les voies de tram servent de ressource aux lanceurs de pavé. La grande banderole de la Zad est volée par les flics puis récupérée. 200 manifestants qui cherchent à quitter le cortège finissent par en former un nouveau qui remonte la rue de Strasbourg, pourtant fermée par un barrage. Les ruelles de Bouffay et leurs badauds sont noyés sous les gaz. La place Graslin et la rue Crébillon, espaces bourgeois habituellement inaccessibles, sont investies par un cortège joyeux, les vitrines de banques et de magasins cossus restant bouches béantes après ce passage éclair. Les lignes policières qui tentent de nasser la manif sont à leur tour prises en

sandwich. Des flics gueulent « **ON EST PAS ASSEZ NOMBREUX !** ». À au moins trois reprises des grappes de fourgons sont chassés de leur stationnement à coup de pierre. Un père de famille renvoie aux CRS les galets de lacrymo qui ont atteint ses enfants. Un groupe de jeunes filles à un arrêt de tram chante à tue-tête « **NIQUE SA MÈRE, LA POLICE ! NIQUE SA MÈRE, LA POLICE !** ». La BAC débarque et sème la terreur ; elle se fait chargée par la batucada. La sono d'un bar voisin diffuse dans la rue des chants révolutionnaires. Des manifestants à visage découvert sautent à pieds joints sur des voitures sérigraphiées. Les vitrines des banques, assurances et grands magasins du bas du cours des 50 otages sont méthodiquement ébréchées ; s'ensuivent d'âpres discussions stratégiques et éthiques entre manifestants. Un policier en civil met en joue deux femmes qui protestent, seules, contre une arrestation. Une banderole proclame « **RAIL, ZAD, FAC : VIVE LE COMMUN !** ». Un mini cortège atteint le canon à eau posté devant la préfecture au cri de « **MAIS ELLE EST OÙ NICOLE KLEIN ?** ». Une rangée de manifestants assis reste pendant plusieurs heures devant une ligne de CRS. À 20h30, des groupes épars continuent de jouer au chat et à la souris dans les rues du centre-ville commerçant.



Le gouvernement provoque clairement depuis quelques semaines tous les secteurs combattifs : SNCF, facs, Zad, mouvement de soutien aux exilés. Il espère une victoire écrasante sur tous les fronts pour s'assurer le champ libre pour la suite. La barre est haute, l'enjeu de taille : c'est sa capacité à gouverner toute entière que Macron engage dans la bataille. Pour que les mondes en lutte ne soient pas défaits les uns à côté des autres, c'est le gouvernement qui doit l'être. La mise en échec du maintien de l'ordre ce 14 avril à Nantes, par la conjonction de toutes les colères et portée par l'attachement à une victoire positive à Notre-Dame-des-Landes, est en ce sens riche d'espoir et d'enseignements.

POUR UNE NOUVELLE ÉDUCATION SENTIMENTALE

« Vous ne désirez jamais quelqu'un ou quelque chose. Vous désirez toujours un ensemble. (...) Je ne désire pas une femme, je désire aussi un paysage qui est enveloppé dans cette femme. Paysage que je ne connais pas mais que je pressens et tant que je n'aurai pas déroulé le paysage qu'elle enveloppe, mon désir n'aura pas abouti. (...) Je ne désire jamais une chose seule, je ne désire pas un ensemble non plus, je désire dans un ensemble. (...) Désirer c'est construire un agencement, c'est construire un ensemble. Il y a des agencements tout seul, et puis il y a des agencements à deux. (...) Pour qu'un événement ait lieu, il faut une différence de potentiel, il faut qu'il y ait deux niveaux, à ce moment là quelque chose se passe. »
Gilles Deleuze, *Abécédaire, D comme Désir.*

Si une certaine libération de la parole à propos de la domination masculine peut donner l'espoir d'un changement dans les rapports hommes-femmes et d'une remise en cause du régime sexuel existant, de nombreuses réactions, consistant à traquer des coupables et à individualiser toutes les réflexions, nous interrogent à propos des buts poursuivis. Comme pour éviter une remise en cause plus large des rapports hommes-femmes, il s'agit souvent, dans les média comme dans des discours militants, de distinguer les coupables et les innocents, sans ne jamais rien dire ni des faits ni du contexte dans lequel ils s'inscrivent.

Comme l'écrivaient des camarades montréalaises dans *Premiers pas sur une corde raide*, « Une dérive pointe à l'horizon. C'est le passage des intentions réparatrices à un code de déontologie. Alors ces principes se renferment, s'appauvrissent en caricatures d'eux-mêmes : ce qui importe

n'est plus de prêter attention les un.e.s aux autres mais de respecter un droit, des codes, qui nous protégeraient de nos déplorables manques d'attention, voire nous déchargeraient de la nécessité de prendre soin. »

Ces discours semblent en lien avec une anthropologie négative héritée des théories libérales. Si l'on considère que chaque personne qui en offense une autre le fait volontairement et n'est guidée que par le calcul de son intérêt, on ne dit rien de ce qui crée les formes de masculinités dominantes. À l'inverse, plutôt que de focaliser uniquement sur l'innocence ou la culpabilité des individus, nous considérons quant à nous que c'est la production des corps, des désirs et des affects par la médecine, l'école, le travail, l'hôpital ou la prison qui doit être interrogée. Qu'il faille exister virilement pour occuper une place dans l'ordre social est le résultat d'un certain régime de production. Quant aux rapports de drague asymétriques, relations de dominations et formes de dépendance, ils sont, au sein des régimes du travail et de l'hétérosexualité, en partie liés à la division sexuée du travail et aux inégalités économiques entre hommes et femmes.

Au bout de la logique libérale, sur les campus américains comme dans quelques universités européennes, les administrations pensent pouvoir compenser le sexisme et pallier aux risques d'agressions sexuelles par la signature de contrats. Dans plusieurs

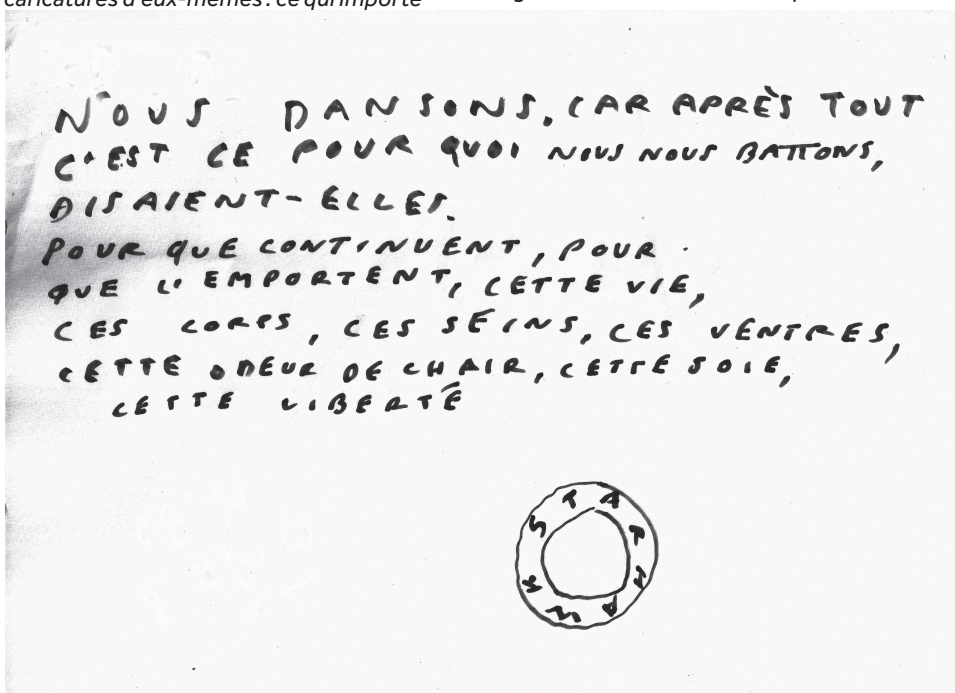
universités, comme pour les dispenser de développer une éthique, chaque étudiant est encouragé lors de son inscription à télécharger une appli sur son smartphone, qui lui permettra de signer des contrats avec ses éventuelles partenaires juste avant leurs rapports sexuels. Comme le détaille un étudiant de Mons,

ces applis « exigent en plus de cocher des cases autorisant certaines pratiques comme les préliminaires, le sexe oral ou anal, l'utilisation du préservatif... (...) Quelques-unes vont jusqu'à demander de se prendre en photo ou de se filmer pour montrer son accord et y exprimer son désir. » Pourtant, quiconque se rappelle de la négociation ou de la signature d'un contrat ne pensera pas spontanément à un rapport égalitaire, plein d'empathie et débarrassé de toute forme de pression et de manipulation. Nous nous interrogeons par ailleurs sur la possibilité de faire reconnaître un changement d'avis lorsqu'on doit signer un contrat certifiant le consentement à certaines pratiques sexuelles ...

De façon beaucoup plus mesurée, en France, des formations militantes insistent sur la nécessité de verbaliser le désir et, lorsque celui-ci n'est pas explicitement exprimé, de s'assurer du consentement de sa partenaire. Le développement d'une culture du consentement doit être encouragé. Une large part des viols ont lieu au sein des couples, et des comportements peuvent être vécus comme des agressions lors de rapports sexuels qui étaient jusque là consentis. Il faut par ailleurs garder à l'esprit que, pour éviter cela, aucune solution ne peut être définitive, et encore moins généralisée à l'ensemble des relations. Alors que l'humanité est occupée depuis des siècles par les questionnements autour du lien entre désir, langage, excitation et communication non verbale, il convient d'être modeste, et d'observer qu'aucune réponse idéologique ne pourra résoudre la question de la communication une fois pour toutes.

De plus, l'idée qu'il suffirait de vérifier en permanence le consentement pour créer des relations égalitaires et émancipatrices repose sur de nombreux postulats. Le fait de considérer que l'on sait toujours ce que l'on désire ou ne désire pas, de manière fixe et inamovible, et qu'il suffirait qu'une personne nous le demande pour que soit exprimée une réponse qui ne demandait qu'à l'être, n'est pas le moindre des présupposés. En outre, l'idée que toute discussion est forcément plus explicite et plus égalitaire que la communication non verbale relève de la pensée magique.

EN OUTRE, DANS UN MONDE OÙ LE DÉSIR MASCULIN EST SOUVENT ÉGOCENTRIQUE, SE BORNER À LA QUESTION DU CONSENTEMENT NOUS EMPÊCHERAIT



DE PENSER LA POSSIBILITÉ D'UNE REMISE EN CAUSE PLUS LARGE ET DU DÉVELOPPEMENT D'UNE NOUVELLE ÉDUCATION SENTIMENTALE.

Biberonnés aux radios libres de Max, Cauet et Difool, de nombreux jeunes hommes ont été formés par un régime de discours extrêmement normatif. S'il est très souvent répété dans ces émissions qu'il ne faut pas être homophobe, qu'il faut mettre un préservatif, que le sexe n'est pas sale ni honteux, et que les rapports sexuels doivent être consentis, la vision de la sexualité qui y est développée renvoie à une échelle bien précise : lorsqu'on est adolescent, se faire masturber est un bon début, se faire sucer est un succès, le must étant d'arriver à pénétrer, puis sodomiser sa partenaire.

Les auditeurs ne sont pas invités à s'ouvrir à l'évènement que peut constituer une rencontre entre deux potentiels. Les jeunes hommes sont seulement appelés à séduire pour faire consentir leur copine à leur désir, quand les jeunes femmes sont enjointes dans ces émissions, comme dans les magazines féminins, à « se mettre en valeur », ne pas « s'offrir » trop tôt, puis à satisfaire leur partenaire. Gageons que dans quelques décennies, les magazines et les archives radiophoniques des années 2010 seront abordés avec la même perplexité que nous ressentons face aux manuels de bonnes manières de nos arrières grands-parents.

La question n'est donc pas seulement la manière d'empêcher des comportements inacceptables (agressions, viols ...), mais concerne aussi, en positif, les relations qu'on souhaite construire ou non, et la possibilité d'existence de ces relations au sein du monde inégalitaire dans lequel nous vivons. Comme le dit l'une des femmes qui racontent leurs agressions ou leurs viols dans le documentaire *Sexe sans consentement*, « On a une image du sexy, du mec qui te prend... Je pense qu'il faut évoluer dans nos codes de ce qui est excitant ou pas. » Et puisqu'il n'est pas question de remplacer un cliché par un autre, nous nous bornerons, en guise de conclusion, à laisser chacun et chacune imaginer les diverses possibilités et situations désirables, pour certaines déjà vécues ...



LES TESTS OSSEUX SUR LES MINEURS ISOLÉS ÉTRANGERS : UN RACISME D'ÉTAT ? OUI !

Pensant que nous devions traiter ces questions importantes et d'une brûlante actualité — la dernière loi asile en atteste — nous avons demandé à un membre du Collectif de soutien aux personnes sans-papier 35 d'écrire le texte qui suit.

Les notions de racisme d'État ou de racisme institutionnel ont défrayé la chronique médiatique, militante et étatique il y a quelques mois, à l'occasion notamment de l'organisation d'un stage syndical de SUD-Education sur l'analyse du racisme d'État dans la société et en particulier dans l'Éducation nationale.

LA POLITIQUE MIGRATOIRE A ÉTÉ RELATIVEMENT ABSENTE DU DÉBAT. ELLE CONSTITUE POURTANT UNE SOLIDE PREUVE D'UN RACISME QUI NE DIT PAS SON NOM, TANT ELLE SÉLECTIONNE ET HIÉRARCHISE LES ÉTRANGERS ADMIS À RÉSIDER EN FRANCE SELON LEUR ORIGINE, EUROPÉENNE OU NON.

Depuis les années 2000, la généralisation de l'usage de tests médicaux pour gérer les flux de mineurs isolés étrangers (MIE) – appelés aujourd'hui MNA (mineurs non accompagnés) – fait partie intégrante de cette politique migratoire raciste.

C'est en 2008 – avec l'affaire du lycéen J, mineur angolais – que l'usage de tests médicaux est repéré en Ille-et-Vilaine par les associations et collectifs de solidarité avec les sans-papiers. Au retour d'une sortie scolaire, un contrôle d'identité policier dans le métro rennais débouche sur l'interpellation de J qui, après avoir subi des tests médicaux, est enfermé en rétention pour être expulsé, jusqu'à ce qu'une mobilisation lycéenne et enseignante massive conduise à sa libération et à la promesse de sa régularisation, *sous la condition qu'il renonce à sa minorité*. À l'époque, le

président du Conseil général – responsable dans chaque département de la prise en charge des mineurs isolés, étrangers ou français – avait dénoncé, dans le journal Libération, des « *traitements inhumains et dégradants* » à l'encontre de J.

En quoi consistaient concrètement ces tests médicaux ? Tout mineur étranger isolé déclarant avoir plus de 15 ans et provenant de certains pays – d'Angola, de République Démocratique du Congo... dans notre département – était de facto obligé, sur ordre du Procureur de la République, de se soumettre à une « *visite médicale* » chez un radiologue réquisitionné. Souvent accompagné par son éducateur et/ou des policiers, le mineur – pour la plupart des garçons – subissait plusieurs types d'examen prétextant évaluer son âge : des examens pileux, génitaux, dentaires, osseux. Le plus souvent, c'est l'examen osseux qui venait – sous couvert de radiologie du poignet et donc de scientificité indiscutable – légitimer le diagnostic de la majorité. **CEPENDANT, LE RECOURS À L'EXAMEN GÉNITAL ÉTAIT VÉCU COMME UNE VIOLENCE PHYSIQUE PAR BIEN DES JEUNES TANDIS QUE L'EXAMEN DENTAIRE VENAIT RÉSONNER AVEC DES PRATIQUES UTILISÉES POUR LA SÉLECTION DES ESCLAVES.**

Au début des années 2010, en Ille-et-Vilaine, ce sont plusieurs dizaines de mineurs qui, chaque année, subissaient ces tests, avant d'être – *pour être*, selon les analyses militantes – déclarés majeurs et donc exclus de la prise en charge par le Conseil général. Même lorsque ces jeunes présentaient des actes de naissance venant attester de leur minorité, le verdict du test était en général suprême et transformait les mineurs en « *majeurs* », c'est-à-dire en mineurs-majeurs qui ne pouvaient accéder aux droits des majeurs puisque leur acte de naissance les déclarait mineurs et les excluait du droit d'être hébergé au 115, de déposer une demande de titre de séjour dans les préfectures, etc. Il n'est pas possible ici de relater l'étendue de la mobilisation qui, en Ille-et-Vilaine, a vu des avocates, des juges, des médecins, des militants faire converger leurs efforts pour invalider le verdict du test osseux. Cette mobilisation a fini par aboutir au renoncement officieux du recours aux tests médicaux depuis 2014, remplacés par des modes d'évaluation – combinant des critères physiques visuels, la vérification de documents et l'analyse de la cohérence des récits de vie des jeunes – qui méritent d'être critiqués et combattus mais qui ne détournent plus la médecine à des fins administratives. En Ille-et-Vilaine du moins. En effet, dans la plupart des autres départements français, l'usage des tests médicaux a persisté, voire s'est répandu dès que « *l'afflux* » de mineurs étrangers isolés – selon la terminologie honteuse qui s'appuie sur l'arrivée supplémentaire de quelques dizaines ou centaines de mineurs pour oser parler d'afflux – a été jugé ingérable par les départements.

Où en est-on en 2018 ? À la suite de la circulaire Taubira de 2013 et d'une autre en 2016 qui ont tenté d'encadrer le recours aux tests médicaux, la nouvelle loi du 14 mars 2016 – de réforme de protection de l'enfance, portée et votée par des députés « *socialistes* » – a créé un nouveau cadre législatif au recours aux tests médicaux... mais sans les abolir. En effet, les socialistes ont refusé les amendements abolitionnistes de plusieurs partis de gauche et assumé d'inscrire le recours possible aux tests osseux dans le code civil, en contrepartie de quelques « *avancées* ». D'une part, seuls les tests osseux ont été maintenus. D'autre part, leur usage ne doit plus être systématique mais intervenir en dernier recours, tout doute devant bénéficier au mineur et ce dernier ayant le droit de les refuser. Malheureusement, comme souvent en matière de racisme d'État, les mauvaises pratiques ont perduré et nombre de départements – le Procureur et le Conseil départemental du Finistère par exemple – ont fait comme si la loi n'existait pas, au grand dam des associations et collectifs.

« AU MIEUX », COMME DANS LA RÉGION PARISIENNE ET EN ILLE-ET-VILAINE AUSSI, ON NE S'EMBARRASSE PLUS DE TESTS OSSEUX ET ON ASSUME DE LAISSER DES MINEURS ISOLÉS ÉTRANGERS À LA RUE, SOIT EN PRÉTEXTANT LE FAMEUX « AFFLUX », SOIT EN PROCÉDANT À UNE « ÉVALUATION DE MASSE » DE MAJEURS.

Peut-on, dans le cas de ces tests osseux, parler de racisme d'État ou de racisme institutionnel ? Si l'inscription dans le code civil valide pleinement une telle hypothèse, deux autres arguments nous semblent venir clairement plaider en ce sens. Le premier concerne la surreprésentation des « *africains* » dans les mineurs testés (en Bretagne du moins). Le second concerne la manière dont le Pouvoir – le Procureur, les Ministres de la Justice et de l'Intérieur, les Conseils départementaux qui ne résistent pas à l'usage ordinaire des tests – se moque de la médecine, donc de l'expertise scientifique tant valorisée habituellement. En effet, selon une note technique de l'ONG Médecins du Monde datant d'août 2017, « *l'examen radiographique osseux du poignet est basé sur l'Atlas de Greulich et Pyle, basé sur des tests réalisés entre 1935 et 1941 sur des enfants nord-américains bien portants, issus de classes moyennes* ». De plus, « *l'académie Nationale de médecine a confirmé par un avis du 16 janvier 2007 que la lecture de l'âge osseux par la méthode de Greulich and Pyle ne permettait pas de distinction nette entre 16 et 18 ans. La Cour de Cassation dans une décision du 23 janvier 2008 a reconnu qu'un examen radiologique ne pouvait être retenu en raison de son imprécision.* » Alors, les tests osseux sur les mineurs étrangers isolés : racisme d'État ou pas racisme d'État ? À vous de juger, comme on dit...

STILL NOX, SYLVAIN COURTOUX (EXTRAITS)

putain d'noxien) et cette psychiatrisation (grand oeuvre d'épuration sociale / toujours dispensée de biais par les très-complaisants-médecins-etc) seraient-elles, elles aussi, de puissants instruments de contrôle pour tout ce qui ne cadre pas, pour tout ce qui fuit, comme le noxien-noxé que je suis (réponse : oui) ? Recommencer n'est jamais recommencer quelque chose. Ni reprendre une affaire là où on l'avait laissé. Ce que l'on recommence est toujours autre chose. Parce que ce n'est pas le passé qui nous y pousse, mais précisément ce qui en lui n'est pas advenu. Recommencer voudrait dire : rétablir le contact entre nos devenirs. Tailler la zone. Fuir imperceptiblement. Rejoindre la nuit. Sa zone d'opacité. Pour libérer des espaces, des corps. Non pas *Que Faire ?* Mais *Comment faire ? Comment conjuguer mes blessures avec une esthétique noxienne sans nox ?* L'esthétique noxienne réclame un antalgique. Tout ce que je n'ai jamais vécu. L'abîme de la présence. La mise en contact progressive. L'errance qui ne cesse de se trahir. La résorption du geste dans son produit. L'envoi au carnage. Sous couvert de prophylaxie. Une conspiration des corps. Un plan de consistance. Se dérober au dispositif, le saturer, l'éclater. Passer en chacune de ses déchirures. La vitesse seule qui fait tenir cet ensemble mobile (voix/souffle). Le tout de l'histoire pour savoir ce qui nous dresse. Fond de nuit mal dissipé. Il y a des lignes qui sont des monstres. Bloc cicatriciel sur paroi sombre. Tout se passe très vite. Dislocation et pulvérisation. Tout se passe très vite. Ça ne se décide que dans l'attaque. Mémoire d'étouffement et de carbonisation. Tout se passe très vite. Au cœur de la traversée de bourdons d'orgues. Le nox est une durée sans mémoire. Avec est barre de fraction. Tout se passe très vite. Vibrant vibre fait vibrer. J'avance à l'aveugle vers le perdu d'une vie d'avant : avec le sentiment d'une chronologie posthume. Si c'est maintenant c'est indécidable. Tout se passe très vite. Ça crève les yeux ce paysage n'a pas de ciel. Pas d'alternative la voix depuis ce trou noir creusé de biais éclat silence. Continuer sa propre usure.

Une rupture portative à répétition.
Un corps ne se définit seulement que par une longueur et une latitude.
Je suis en train de vomir.
Sans doute on ne peut pas faire autre chose.
Il n'y a pas de solution.
Plus tard dans la nuit la question reviendra, je la recopierai.
Le ne pas est souvent difficile à atteindre.
D'où la dérive / qui doit se manifester ici et maintenant.
Et pourtant quelque chose continue.
Une décomposition pure. Un tissu ramifié de lois.
Ce ralenti est une guerre.
Et par conséquent rien ne peut arrêter cette dévoration en cours.
Par sommeil, division et répétition, au bord d'une terreur sans objet.
Où le grand bruit de l'univers est là muré.
Je ne peux rien écrire sans encourager une réalité qui m'étrangle.
Je poursuis, je continue dans cette obscurité.
UNE MISE EN RAFALES. UN MANIFESTE.
Abolition du passé / ablation du futur.
GAGNER LE FOND. UNE PERFORMANCE.
« Autrement dit, à lui faire, au réel, la peau ».
TOUT DOIT DISPARAITRE. PERSONNE NE CRIE.
L'INDICATION EST D'ORDRE INTERIEUR.

JE REGARDE LE VIDE, ET C'EST LA SEULE CHOSE QUE JE REGARDE.
En dérive vers un absolu de nuit (de néant, de rien, à nier), il ne me reste plus qu'à enfreindre l'ordre de mon propre malheur, pour me détacher définitivement de toute cette violence symbolique qui m'accable = cette ville, ces amis que je n'y ai pas, cette drogue qui est chez moi remède + poison. Car plus loin, sur la route, m'attend peut-être ce qu'à très bien connu ma mère en 1987. Car plus personne ne peut nier que c'est le nox ou l'un de ses malheureux cousins qui a conduit ma mère à la défenestration. Et ce mot est comme un trou de mémoire m'emportant dans la tombe. Et je ne peux pas —

Je ne peux pas m'empêcher de le prendre à chaque fois que je le peux.

Je ne peux pas m'empêcher de le prendre à chaque lecture ou performance que je dois faire (ex : La Bellevilloise, Paris 9 mars 2011). Je ne peux pas m'empêcher de le prendre à chaque rendez-vous important, qu'il soit amical, professionnel, familial, médical, etc. Je ne peux pas m'empêcher de le prendre à chaque fois que je vais mal, à chaque fois que je déprime, à chaque fois qu'une situation ou qu'un événement me trouble, à chaque fois que je dois être en représentation de moi-même.

Je ne peux pas m'en empêcher. C'est tout. C'est un tout. Un trou. Le nox est un tout aspiré par un trou. Et aussi longtemps que je continuerai, ce trou qui est aussi ma gorge sera aussi ma tombe. Et Basta.

UNE IMPOSSIBLE FORMULATION DE L'ABSENCE / DE L'ANGOISSE (UNE PRESCRIPTION DIFFUSE QUI ME CERNE ET DANS LEQUEL JE ME DEBATS CONTINUELLEMENT) / Le nox vibrant, vibre, fait vibrer / en boucle. La normalité n'est qu'une superstition (comme la sécurité) — elle n'existe pas dans la nature. L'épreuve cherche toujours ce qui convient. Ce présent (pas plus que mon passé noxien) ne passe pas, parce que la guerre continue, se ramifie, se prolonge. Le nox serait-il (à très long-terme) cette machine complexe qui neutraliserait *absolument tout* ce qui est porteur d'intensité (réponse : non) ? Cette médicalisation (que j'ai subi que je subi, il y a très longtemps grâce aux très complaisants médecins que je voyais à Tours-Poitiers-Bx — ma trinité ultime / les trois grands travaux d'un

Tout se passe très vite. Continuer sa propre usure. Pour que l'illusion soit complète (étouffer de n'avoir dans la bouche que sa langue maternelle). Nox vertical planté dans le corps du texte. Chaque digression est une justification. Avec est barre de friction.

Il n'y a pas de hors nox.

Continuer sa propre usure. Avec est barre de fraction. Le mal présent s'accroissant de la certitude du mal suivant. Vibrant vibre fait vibrer. Nox verticale plantée dans le corps du texte. Comment crever (l'abcès) proprement. Si la vie est une prérogative (« l'ensemble des forces qui résistent à la mort » comme dit Bichat), le nox l'est aussi pour moi (du moins à très court-terme *so far*). Continuer sa propre usure. PRENDRE UNE OPTION SUR LE FUTUR — DÉVELOPPER UN SENS PARTICULIER DE LA DESTRUCTION — ESPÉRER RENAITRE DE LA POURRITURE. Nox vibrant vibre fait vibrer. Avec est barre de fraction. Avec est barre de friction. Chaque digression est une accélération de justification. Hors du calme, dans la nuit qui frémit. Il — reste une indécision.

[Nox = dans la domination une sortie dans la répétition]

Ma gorge n'est que le sas d'un sablier.

Trous noirs et lignes de mort.

La lutte semble se limiter à cette ordure.

Quelque chose (d'un) noir (d)éteint,

un rien sans possibilités,

des milliards de points morts.

Une texture de signes, de cicatrices (une cartographie), qui se décomposent.

Et je ne veux pas (J'AI ENVIE J'AI PAS ENVIE J'AI ENVIE J'AI PAS ENVIE J'AI ENVIE J'AI PAS ENVIE)

Et je n'en peux plus. De me sentir comme un disparu selon le mot de Foucault. Des souvenirs qui effacent la mémoire, les fantasmes, les inventaires brouillés d'amnésie qui oblitérent la souvenance, étalés graduellement ils se confondent, s'enchaînent, se referment se reforment, s'annulent — pour devenir autant de silences rapprochant le narrateur de cette partie de lui-même où les paroles, les appels même de la mort de l'autre (soit alter-ego que j'étais peut-être) ne le concerneront plus. L'enfer où nous sommes tombés est notre errance et le désert que nous traversons s'appelle peut-être aujourd'hui l'histoire. Car l'ailleurs où fuir — on a commencé par l'anéantir. Aucune invention miraculeuse de la chimie ne nous le rendra.

(CODEINE, « Cave-in » in *Frigid Stars LP*, 1990)

« Je regardais, et voici, parut un cheval d'une couleur pâle / Celui qui le montait se nommait la mort / Et l'enfer l'accompagnait »_ Gigantesque submersion en coulées d'ombres. Une esthétique, une science ne demande jamais l'obscurité. Car la friction nie le lisse. « JE N'EXCITE PAS LE MOINDRE ESPOIR [] J'ÉTUDIE L'ÉCCHYMOSE ». Un problème philosophique est de la forme : « Je ne m'y retrouve pas ». Un corps étranger que le livre n'arrive pas à expulser et dont il est le creux en abîme, la verticalité précaire, instable. Nox vertical planté dans le corps du texte. Et la façon dont j'emploie le mot « nox » n'indique pas qui je vise, mais ce que je vise. Avec est barre de fraction. L'adhésion est impossible, indésirable. Suffocations, dé clic. Mais il existe d'autres trahisons (pas d'esprit, pas de rêve, pas d'imagination). Un geste. Une contre-utopie. Un sujet synaptique. « Je » est une terminaison nerveuse. Un relais. Une scansion des computs d'un signifiant désaffecté. Un geste est nécessaire. Un geste de sabotage est nécessaire. Le sabotage qui vient est silencieux.

APPEL À LA CONSTITUTION DE CELLULES EXTRA- RÉALISTES

1.

Le réel n'est perçu que médié par un discours.

2.

Nous n'agissons qu'en fonction de la manière dont nous comprenons ce qui est. Nous transformons le réel en fonction du discours qui nous permet de le saisir.

3.

Le réel est donc produit par le discours.

4.

Il convient de réaliser les discours qui produiront un réel désirable.

5.

Le Spectacle est un discours qui produit un réel écrasant, mortifiant. ON travaille parce qu'il faut travailler. Si l'économie va bien tout va bien. Si l'économie va mal tout va mal.

6.

Le Spectacle est un discours performé qui oublie son origine discursive.

7.

Le Spectacle est un discours performé qui refuse toute remise en cause parce qu'il a oublié son origine discursive.

8.

Il convient de produire les discours qui produiront un réel désirable ET qui n'oublie pas son origine discursive.

9.

Lutter est nécessaire à toute forme de vie souhaitant s'affranchir du réel écrasant produit par le Spectacle.

10.

Lutter c'est agir par tout moyen qui permet un déplacement du réel dans le sens de la production d'un réel désirable.

11.

Si la lutte ne permet pas le déplacement du réel de manière à le rendre désirant, alors elle est soit inefficace, soit oublieuse de son fondement, soit les deux.

La lutte pour la lutte ne produit rien d'autre que le statu quo comme perspective. De la même manière que l'art pour l'art ne produit rien d'autre qu'une boucle tautologique.

12.

Il convient de produire les discours qui produiront un réel désirable, qui n'oublie pas son origine discursive ET qui ne se pense pas tautologiquement.

13.

Tout discours qui déplace le réel est extra-réaliste, soit le réel hors de lui-même.

14.

Extra-réaliste est aussi toute action visant à la production d'une situation de déplacement et de dépassement du réel.

15.

Il convient de penser les situations extra-réalistes qui feront tendre le réel vers un réel désirable.

16.

Il convient de les réaliser effectivement.

17.

Constituez partout des cellules extra-réalistes souples et imprécises. Nommez-les suivant votre bon vouloir. Recomposez-les autant de fois que nécessaire.



Premières revendications d'actions extra-réalistes depuis la constitution des cinq premières cellules le 10 février 2018, lors d'une discussion alcoolisée sous le chapiteau du fest-noz magmatique à Bellevue sur la Zad de Notre-Dame-des-Landes

« Déclarons avoir exigé avec vigueur chez M. Maurice Vergnolle, boulanger de son état, que notre monnaie (0,50 €) nous soit rendue sous la forme d'un sonnet inventé ou récité. Avons obtenu satisfaction. Envisageons la multiplication de cette initiative. »

cellule extra-réaliste *Petits mais costaud*

« C'est avec beaucoup de fierté que nous revendiquons l'action réalisée ce jour, soit l'usurpation de l'identité du président du kop du RCK, supporters Rennais, et la diffusion sous son patronyme et à l'ensemble des affiliés d'un carnet de chant composé d'un ensemble de chansons écrites par différents membres de l'Internationale Situationniste. »

cellule extra-réaliste *En avant Guingamp!*

« Cette nuit, nous, réunies en cellule éphémère, avons semé d'innombrables graines de coquelicot sur les pelouses interdites du Parc du Thabor, en hommage aux nombreux personnes assassinées annuellement par la police en France. Nous attendons avec impatience la floraison de ces fleurs de la mémoire. Nous n'oublions pas, nous ne pardonnons pas. »

cellule extra-réaliste éphémère *Gloria Victis*

« Nous, cellule extra-réaliste Canal Historique, déclarons avoir pissé à de nombreuses reprises sur la librairie Le Failler et sur le médiocre bistrot des jacobins, dont les propriétaires sont des membres éminents du Carré Rennais (organisation radicalisée exigeant rageusement que l'espace public ne soit dédié qu'au seul bénéficiaire commercial de ses membres. »

cellule extra-réaliste *Canal historique*